

TRAME D'AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de prestations

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : Direction interrégionale de la mer Méditerranée

Point de contact : DREAL PACA/SAPR/UBCCP

Adresse : 16 rue Antoine Zattara - CS 70248

Code postal : 13331 Ville : MARSEILLE Cedex 3

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0486226168 Télécopieur :

Courriel : marchespublics.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Marché « DREALPACA-26-002 » – Prestations de traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures

Type de marché de fournitures : Achat

Classification CPV

Code-s CPV de la consultation :

- Code CPV principal : 90741200-5 Services de lutte contre les déversements accidentels d'hydrocarbures

Lieu de livraison :

DREAL PACA

Mission Sécurité Défense

16 rue Antoine ZATTARA

13 331 Marseille cedex 3

L'avis implique : L'établissement d'un accord-cadre

Information sur l'accord cadre :

Accord-cadre multi-attributaire ;

Durée de l'accord-cadre : 48 mois non reconductibles ;

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

La lutte contre les pollutions marines nécessite des moyens matériels, humains et financiers pouvant être mobilisés durant les différentes étapes de la lutte en cas de mise en œuvre du dispositif POLMAR/Terre.

En sus des moyens détenus par des structures publiques, la lutte contre ces pollutions implique le recours à des moyens ou la réalisation de prestations par des prestataires privés, notamment :

- pour le transport (des matériels, des déchets...),
- pour le nettoyage du littoral,
- pour l'organisation et l'aménagement des sites d'entreposage du polluant et des autres déchets,
- pour le traitement des déchets,
- pour la fourniture de matériels complémentaires (par exemple : moyens de stockage étanches, etc.).

L'Instruction Ministérielle du 1er ministre du 11/01/2006, portant adaptation de la réglementation relative à la lutte contre la pollution du milieu marin, prévoit la mise en place de marchés passés à l'avance, élaborés sous la coordination des préfets de zone de défense et de sécurité, pour permettre une meilleure réactivité, un moindre recours à la réquisition et une réduction des coûts d'intervention. Ces « marchés anticipés » nécessitent l'activation du financement POLMAR de crise.

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet de définir les conditions administratives dans lesquelles sont exécutées les prestations de traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures sur le littoral de la zone de défense et de sécurité Sud.

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont les départements du littoral méditerranéen de :

- La région Occitanie (Aude, Hérault, Gard, Pyrénées-Orientales) : lots 1 ;
- La région PACA (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes) : lots 2 ;
- La région Corse (Haute-Corse, Corse du Sud) : lots 3.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de 12 000 000 € HT, soit 14 400 000 € TTC conformément à l'article R.2162-4-2° du code de la commande publique, réparti entre les lots

N°	Intitulés des lots	Montant maximal HT	Montant maximal TTC
1	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures en Occitanie	4 000 000,00 €	4 800 000,00 €
2	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures en PACA	4 000 000,00 €	4 800 000,00 €
3	Traitement de déchets issus de chantiers de lutte contre les pollutions par hydrocarbures en Corse	4 000 000,00 €	4 800 000,00 €

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Oui

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- Origine du financement : État
- Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- Les prix seront révisables ;
- Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;
- Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours ;

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, chaque marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Le candidat remettant une offre, pour un même marché, en tant que membre d'un ou plusieurs groupements ne pourra pas le faire à titre individuel.

Autres conditions particulières :

Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique – références requises :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>
- Le-s lot-s pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- La forme juridique du candidat ;
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;
- Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus ;
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus ;

Capacité économique et financière – références requises :

Renseignements relatifs à la capacité économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 ;

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Référence professionnelle et capacité technique – références requises :

L'acheteur ne fixe pas de niveaux minimums de capacité.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 60 % pour le critère technique
- 10 % pour la valeur environnementale
- 30 % pour le critère prix des prestations

PROCÉDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 27/07/2026 à 14 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DREALPACA-26-002

Autres informations :

- Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- Pour l'application de la section relative aux lots ci-dessus, le candidat peut soumissionner à un seul lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Il remettra une offre par lot comportant, notamment, un acte d'engagement pour chacun d'eux ;
- À titre indicatif, les prestations commenceront en milieu d'année 2026 ;
- Accords-cadres à bons de commande ;
- Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;
- Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP).

Modalités d'ouverture des offres

- Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique « DREALPACA-26-002 », après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation.

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Voir règlement de consultation

PROCÉDURES DE RECOURS**Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Marseille

Adresse : 22 rue Breteuil

Code postal : 13281 Ville : MARSEILLE

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0491134813 Télécopieur :

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://marseille.tribunal-administratif.fr>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION : 29/05/2026

PUBLICATION AU BOAMP

Départements de publication : 06, 11, 13, 30, 34, 66, 83, 2A et 2B

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Environnement¶

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : EJ : 1901179596